

Séminaire « Soutenabilités »

Contribution - Covid-19 : pour un « après » soutenable

Nom : Ben Aïm Drieux

Prénom : Hélène

Institution ou entreprise : CNES (Centre National d'Études Spatiales)

Axe(s) :

- Quel modèle social pour « faire avec » nos vulnérabilités ?

Intitulé de votre contribution : Contribution d'un collectif de citoyens du CNES

Résumé de votre contribution :

La sortie de la présente crise est une occasion rare et quasi inédite de renforcer notre modèle social. Deux classes de populations se sont de nouveau révélées les plus vulnérables à l'occasion de cette crise et doivent être la priorité de cette revisite : les plus âgés, et les plus pauvres. Nous recommandons qu'un effort soit mené pour remettre les valeurs de partage et de solidarité au cœur de notre société : par l'éducation et la promotion de ces valeurs auprès de tous, mais aussi par la planification et l'action sociale aux différents niveaux territoriaux (état, région, municipalité). Au-delà de ces grands principes, nous proposons trois actions concrètes qui pourront contribuer à cet effort. La première consiste en l'établissement systématique aux différents niveaux de territorialité d'un « plan social » déclinant des objectifs quantifiés au niveau national (sur le modèle des PCAT). La seconde est la mise en place d'une « réserve sociale » de citoyens volontaires (sur le modèle des réserves militaires ou citoyennes), mobilisable pour faire face aux crises sociales. La troisième est la valorisation du temps de chacun consacré à l'intérêt commun, comme alternative à la seule valeur argent. Ces propositions se veulent inclusives, afin de permettre au plus grand nombre d'adhérer et de contribuer au modèle social.

France STRATEGIE - Appel à contribution - Covid-19 : pour un « après » soutenable – Mai 2020

Quel modèle social pour "faire avec " nos vulnérabilités" ?

Par un collectif de citoyens, salariés du CNES (Centre National d'Etudes Spatiales) forts de leur richesse individuelle et collective, ainsi que de leurs expériences professionnelles respectives dans un secteur scientifique et technique à fort impact sociétal et à risque élevé.

Contributeurs (par ordre alphabétique) : Coline Brunner, Benjamin Carpentier, Françoise Delcelier-Douchin, Manon Frédéric, Vanessa Guenard, Marie Jacquesson, Sandrine Lafont, Laurence Mossay, Simon Tardivel

Résumé

La sortie de la présente crise est une occasion rare et quasi inédite de renforcer notre modèle social. Deux classes de populations se sont de nouveau révélées les plus vulnérables à l'occasion de cette crise et doivent être la priorité de cette revisite : les plus âgés, et les plus pauvres.

Nous recommandons qu'un effort soit mené pour remettre les valeurs de partage et de solidarité au cœur de notre société : par l'éducation et la promotion de ces valeurs auprès de tous, mais aussi par la planification et l'action sociale aux différents niveaux territoriaux (état, région, municipalité).

Au-delà de ces grands principes, nous proposons trois actions concrètes qui pourront contribuer à cet effort. La première consiste en l'établissement systématique aux différents niveaux de territorialité d'un "plan social" déclinant des objectifs quantifiés au niveau national (sur le modèle des PCAT). La seconde est la mise en place d'une "réserve sociale" de citoyens volontaires (sur le modèle des réserves militaires ou citoyennes), mobilisable pour faire face aux crises sociales. La troisième est la valorisation du temps de chacun consacré à l'intérêt commun, comme alternative à la seule valeur argent.

Ces propositions se veulent inclusives, afin de permettre au plus grand nombre d'adhérer et de contribuer au modèle social.

Préambule

Au sortir de la Seconde Guerre Mondiale, la France a su mettre en place des amortisseurs sociaux forts : la retraite par répartition, la sécurité sociale, etc. Ces amortisseurs sociaux ont encore fait la preuve de leur pertinence et de leur efficacité près de 75 ans plus tard, à l'occasion de la crise du COVID-19, dont les conséquences sociales ne sont pourtant pas encore toutes connues, ni certaines d'être limitées. Et si une crise comme celle du COVID-19 a de nouveau révélé les inégalités marquées au sein de la société française, elle a aussi montré la capacité de l'Etat à orienter des budgets pour tenter d'y faire face.

Cette crise dévoile nos vulnérabilités mais démontre une capacité à mobiliser les efforts pour soutenir le plus grand nombre, et montre ainsi qu'une autre politique sociale est possible et souhaitée par de nombreux français. Sorti de cette période inédite, elle-même succédant à une crise sociale au long cours (ayant atteint un sommet avec la crise des gilets jaunes), le pays sera-t-il capable d'en tirer les leçons, de reconnaître l'apport essentiel des "premiers de corvée" à la résolution de cette crise, d'instaurer des mesures consolidant les forces que le pays a pu démontrer et réduisant les faiblesses de son système social, au profit des plus fragiles ?

La sortie de crise - Un moment propice pour penser le changement

Une crise comme celle que nous traversons bouscule profondément les acquis et les repères mais, une fois passée, elle doit aussi être l'occasion d'un bilan objectif de notre système social, et d'une révision de celui-ci avec une profondeur que ne permet pas le dialogue social en temps normal.

Qui aurait cru il y a seulement 6 mois qu'un arrêt complet de l'économie pourrait se décider en quelques jours, que le chômage partiel pourrait être généralisé en moins de temps encore, que les expulsions de logements pourraient être repoussées jusqu'en milieu d'année ? Les limites du "raisonnable" et du "souhaitable" sont bousculées, le sens du "bien commun" et de "l'intérêt général" sont questionnés, c'est le moment propice pour envisager des évolutions du système (ou un renforcement de ses principes solidaires) qui ne paraissaient pas réalistes il y a seulement quelques mois.

Nombre de contributions à une telle démarche ont été initiées, par des collectifs d'acteurs de différents domaines (scientifiques, philosophes, artistes, politiques) mais aussi par les citoyens eux-mêmes au travers des réseaux sociaux ou les collectifs associatifs [1]. Toutes n'abordent pas le modèle social de la même manière, mais elles illustrent la volonté du collectif français de participer à sa revisite : il faut profiter de cet élan pour engager des actions fortes et visibles à court et à plus long terme.

A court terme, pour aider les franges les plus fragiles de notre société que la crise a mises en lumière, et éviter la déception de ceux qui estiment avoir le plus contribué à l'effort national ces derniers mois, s'ils ne voient rien changer. On évitera ainsi également que la démagogie et le populisme ne récupère leur colère.

A long terme, car il est illusoire d'envisager des évolutions profondes sans un nécessaire temps de construction et de mise en œuvre. A cet égard, il ne faut pas oublier que la couverture maladie universelle a été conçue dès 1945 sans que la France ait les moyens ou la capacité de la mettre en œuvre, et qu'il fallut plus de 20 ans pour qu'elle soit effective. Il ne faut pas avoir peur de penser grand et de penser loin.

Quelles priorités pour repenser le modèle social ?

Les deux classes de la population qui sont particulièrement vulnérables en cas de crise sont clairement les plus âgés et les plus pauvres.

Cette crise a montré (s'il était nécessaire) que nos anciens étaient trop souvent oubliés, et les structures pour leur accueil dotées de moyens disparates et souvent insuffisants. Malgré des annonces successives depuis des décennies de plans dédiés à ce sujet, la situation de la plupart de nos aînés reste précaire. S'il est aujourd'hui admis par tous que l'accès aux soins doit être le même pour tous et indépendant des moyens et de la contribution de chacun au système social, ne serait-il pas légitime qu'il en soit de même pour l'accueil des personnes âgées en EHPAD ?

Les distributions de repas par les associations caritatives ont augmenté de 25 à 30% durant la crise du COVID-19. Les familles ont en particulier été très touchées du fait de la fermeture des écoles et de leurs structures de restauration. Ce fut aussi le cas des jeunes de moins de 25 ans (étudiants ou non), population non éligible au RSA. Enfin, on peut craindre un maintien de cette tendance dans les mois voire les années qui viennent avec la hausse du chômage qui est attendue. Face à cette situation, il est important que les dispositifs de soutien aux plus fragiles soient étendus pour ne laisser aucune catégorie de population sur le côté. L'uniformisation de ces dispositifs sous forme d'un revenu minimum universel apparaît comme un moyen possible d'atteindre cet objectif.

De telles mesures ne peuvent être envisagées que si elles rencontrent une adhésion forte des français. La crise du COVID-19 a redonné au plus grand nombre le sens du partage et de la solidarité. Pour tous les français, de tout bord politique, ces valeurs font aujourd'hui l'unanimité. Il faut poursuivre sur cet élan, éviter de retomber dans un culte de l'individualisme, et renforcer les actions d'éducation et de promotion de ces valeurs.

La crise du COVID-19 a également montré que, en complément de décisions globales (comme l'arrêt des expulsions jusque juin), la société a besoin des actions à l'échelle locale mais aussi des structures associatives pour apporter aux plus vulnérables le nécessaire (de quoi manger chaque jour). Cela ne doit pas être vu comme un problème (les solutions sont ainsi mieux adaptées aux situations particulières), à condition que la société assume ces rôles, et dote à nouveau les structures locales et associatives des moyens pour les mettre en œuvre (le tissu associatif français est solide mais il faut le conforter dans son rôle essentiel [2]) . Une telle approche a le mérite d'être inclusive : chacun peut et doit contribuer à son niveau au modèle social.

Quelques recommandations concrètes

On propose ci-après quelques actions concrètes qui répondent aux objectifs globaux énoncés ci-avant. Ces propositions ne se veulent aucunement exhaustives, mais pourraient représenter un premier pas.

Nous proposons de créer l'obligation aux différents niveaux de territorialité de la mise en place d'un "plan social" déclinant des objectifs quantifiés : depuis le niveau national, en passant par la région, jusqu'à la commune. Ces plans sociaux pourraient s'inspirer du modèle des Plans Climat Energie Territoriaux (PCAET, [3]) ou des schémas de cohérence territoriaux (SCOT) qui, pour les questions environnementales et de gestion des ressources, intègrent au niveau des intercommunalités les éléments des schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET). Les PCAET ont suscité un intérêt croissant des citoyens ces dernières années, qui ont cherché à y contribuer par exemple au travers d'initiatives telles qu'Alternatives Territoriales [4] : ils sont l'exemple d'une démarche inclusive permettant à chacun d'adhérer au projet d'ensemble. Au niveau national, les ODD des Nations Unies relatifs au volet social fixent des objectifs à échéance de 2030 qui pourront être déclinés sur le même principe (diagnostic, stratégie territoriale, plan d'actions, dispositif de suivi et d'évaluation des mesures initiées) : l'ODD n°1 sur la pauvreté, le n°2 sur la faim, le n°3 sur la santé et le bien-être, le n°4 sur l'éducation, le n°5 sur l'égalité entre sexes, le n°8 sur l'accès à un travail décent, et le n°10 sur la réduction des inégalités.

Nous proposons également la mise en place d'une "réserve sociale" de citoyens volontaires. Etendant le concept des réserves existantes (la réserve opérationnelle de l'armée - [5] - la réserve civique de l'éducation nationale - [6] - ou la réserve sanitaire - [7]), cette réserve devra être mobilisable pour faire face aux crises sociales et formée à intervenir pour apporter de l'aide aux plus fragiles. L'utilisation de la réserve sanitaire a fait débat durant la crise du COVID-19 [8] : il conviendra donc pour cette réserve sociale (comme pour les autres) de développer le cadre valorisant l'engagement des citoyens (augmentation du temps libéré au sein des entreprises, accès privilégié à l'embauche, etc.) et de renforcer son caractère opérationnel (fréquence des simulations et actions). Là encore, une telle proposition a l'objectif d'être inclusive, et d'obtenir l'engagement du plus grand nombre au sein du modèle social.

Nous proposons enfin, à plus long terme, qu'une réflexion soit menée sur une valorisation alternative à celle de l'argent : celle du temps accordé par chacun à la communauté. Le rapport au temps est aujourd'hui différent d'avant le confinement (le don le plus précieux en cette période a été celui du temps des soignants et des bénévoles, alors que pour une majorité d'autres citoyens, ils ont réappris à "prendre le temps"). Grace au dispositif de la loi 1901, la France présente un taux d'implication au sein des structures associatives parmi les plus élevés, démontrant le goût des citoyens pour l'engagement collectif. Le temps consacré par chacun pour le bien de tous peut être vu comme une valeur intrinsèquement égalitaire (au contraire de l'argent). L'incitation (au travers par exemple d'un certain nombre de jours libérés par an, payés par l'employeur ou par l'Etat), puis à plus long terme la systématisation d'une implication en temps de chaque citoyen pour l'intérêt public, serait non seulement un levier d'action important (en particulier au niveau social) mais aussi un facteur de dialogue et de brassage social (chacun, du CEO d'une grande entreprise à l'ouvrier ou à l'inactif, se retrouvera également engagé).

1 - Différents exemples :

Tribune dans Le Monde d'un collectif de quarante-quatre médecins, chercheurs, philosophes, militants associatifs, entrepreneurs et syndicaliste, 7 mai 2020 : "Appel pour une coordination immédiate entre sciences et société " - https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/05/07/covid-19-appel-pour-une-coordination-immEDIATE-entre-sciences-et-societe_6038903_3232.html

Entretien d'Edgar Morin dans Le Monde, 19 avril 2020 : " La crise due au coronavirus devrait ouvrir nos esprits depuis longtemps confinés sur l'immédiat " -

https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/05/07/covid-19-appel-pour-une-coordination-immEDIATE-entre-sciences-et-societe_6038903_3232.html

Entretien d'Etienne Balibar dans Le Monde, 22 avril 2020 : " Nous ne sommes égaux ni devant le risque ni devant les mesures prises pour le conjurer " - https://www.lemonde.fr/livres/article/2020/04/22/etienne-balibar-l-histoire-ne-continuera-pas-comme-avant_6037435_3260.html "

2 - Baromètre 2018 "Les Français et l'action associative" <https://www.helloasso.com/blog/barometre-les-francais-et-laction-associative/>

3 - https://www.actu-environnement.com/ae/dictionnaire_environnement/definition/plan-climat-air-energie.php4

4 - <https://alternatiba.eu/alternatives-territoriales/>

5 - <https://www.defense.gouv.fr/reserve/presentation-generale/reserve-operationnelle/la-reserve-operationnelle>

6 - <https://www.education.gouv.fr/la-reserve-citoyenne-3020>

7 - <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F33926>

8 - <https://www.santepubliquefrance.fr/maladies-et-traumatismes/maladies-et-infections-respiratoires/infection-a-coronavirus/articles/le-point-sur-la-reserve-sanitaire-face-aux-idees-recues-dans-la-crise-du-covid-19>